

## AKTUELL

RAPPORT ANNUEL D'AMNESTY

# L'autre pandémie

Raymond Klein

**Derrière la Covid-19 se cache une épidémie de violations des droits humains : c'est ce qu'illustre le rapport annuel d'Amnesty International.**

« Il nous faut repartir sur de nouvelles bases afin de construire un monde fondé sur l'égalité, les droits humains et l'humanité. » C'est la leçon que tire Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, de la pandémie à l'occasion de la publication du rapport annuel ce mercredi. Le rapport comporte 500 pages, la plupart consacrées à la description des 149 pays étudiés.

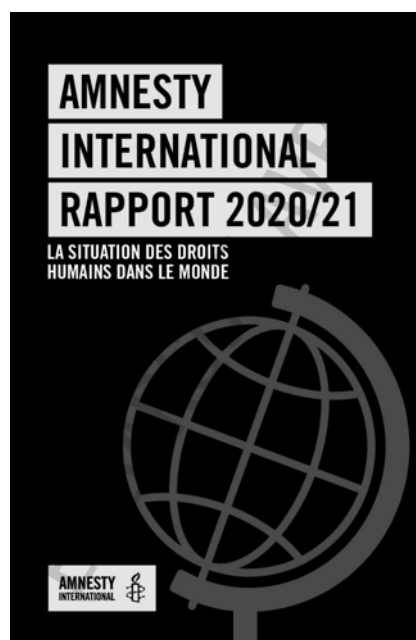
Le communiqué de presse de l'ONG se concentre sur les rapports entre la Covid-19 et les droits humains, ceux-ci étant pris dans un sens assez large (voir : Droits humains, mais lesquels ? - [woxx.eu/ai2020](http://woxx.eu/ai2020)). Sa structure fait un peu penser au triptyque de la Révolution française, avec une première partie consacrée à l'« égalité ». Celle-ci fustige « les politiques créant des divisions, des mesures d'austérité malavisées » qui ont renforcé les effets de l'épidémie, en particulier sur les groupes les plus vulnérables comme les minorités, les femmes ou les personnes réfugiées. En conclusion, « à ce stade de la pandémie, même les dirigeant-e-s les plus déconnecté-e-s de la réalité auront beaucoup de mal à nier que nos systèmes sociaux, économiques et politiques sont détraqués ».

## Droit humain au vaccin

La « liberté » est au centre de la deuxième partie du communiqué, qui dénonce « une souche virulente de dirigeant-e-s » qui, face au défi de la Covid, ont banalisé des mesures d'urgence ultrarestrictives. L'ONG dénonce en particulier la répression de la liberté d'expression sous prétexte d'endiguer la diffusion de fausses nouvelles et le recours à une « force excessive » contre des manifestations en période de confinement. « Certain-e-s dirigeant-e-s sont même allé-e-s jusqu'à profiter de la distraction provoquée par la pandémie pour réprimer les propos critiques sans rapport avec le virus », relève Amnesty, qui cite l'Inde et la Chine.

Enfin, du côté de la « fraternité », le bilan de l'année 2020 n'en est pas moins désastreux. Par rapport au droit humain à la santé et à la vie,

Amnesty regrette que « Les intérêts nationaux ont primé sur la coopération internationale en matière de lutte contre le Covid-19 ». Amnesty dénonce entre autres la censure et la répression chinoise à un stade précoce de l'épidémie et l'attitude peu généreuse du G20 envers les pays endettés pauvres. Surtout, alors que les pays riches, États-Unis en première



ligne, ont racheté les stocks de vaccins, l'ONG réclame : « Les États doivent veiller à ce que les vaccins soient rapidement disponibles pour tous et toutes, partout, et gratuitement là où les soins sont prodigués. Les entreprises pharmaceutiques doivent partager leurs connaissances et leurs technologies afin que personne ne soit laissé de côté. »

Si la solidarité fait défaut du côté des puissant-e-s, Amnesty se réjouit d'une sorte de « fraternité par le bas », à travers des mouvements comme Black Lives Matter aux États-Unis ou #EndSARS au Nigeria. S'y ajoutent les succès remportés par certaines mobilisations, notamment dans la lutte contre les violences liées au genre. Autre raison d'espérer, le soutien international à ces mouvements et d'autres encore, en Pologne, à Hong Kong, en Irak et au Chili, notamment.

[www.amnesty.org/fr](http://www.amnesty.org/fr)

## SHORT NEWS

## MOU Google : pas de transparence pour le Méco

(lc) - « Nous avons reçu le jugement par des journalistes et non par la justice », a affirmé la présidente du Mouvement écologique Blanche Weber dans une conférence de presse improvisée en vitesse sur Zoom ce jeudi matin. Pour elle, ce dossier dépasse depuis longtemps la seule question de l'implantation ou non d'un data center à Bissen, mais touche à la question fondamentale du droit à l'information des citoyen-ne-s. Et de fustiger à nouveau la loi du 14 septembre 2018 « relative à une administration transparente et ouverte » et ses nombreuses failles. Pour rappel : le Méco avait demandé de recevoir par le biais de cette loi le texte du memorandum of understanding (MOU) signé entre le ministère de l'Économie, la commune de Bissen et Google. Après un refus du ministère, le Méco a saisi la commission d'accès aux documents instaurée par la loi. Celle-ci a donné un avis positif, disant qu'il s'agissait d'un document administratif et donc communicable. Mais le ministère persiste dans son refus et force le Méco à aller devant le Tribunal administratif, qui donne raison au ministère. La Cour administrative, dernière instance possible, vient donc de confirmer ce jugement. Pour Blanche Weber comme pour l'avocat du Méco Thibaut Chevrier, ces décisions reflètent surtout un point faible de la loi : ne pourront être communiqués que des documents administratifs. Or, il n'existe pas de définition du « document administratif » au grand-duché. « Cela nous a brisé la nuque », admet Weber. « Lors du vote, les députés ont assuré vouloir ajouter une définition précise, mais comme d'habitude rien n'a été fait. » Pour le Méco, la définition avancée par la Cour administrative est très problématique. Car pour définir le MOU, celle-ci constate que ce document n'est pas lié à une « mission de service public » et qu'il faudra attendre que les autorités « [changent leur] casque de prospecteur économique (...) en celui d'administrateur ». Une perspective inadmissible pour le Méco, qui constate qu'avec ce jugement c'est la transparence qui devient l'exception. Il reste pourtant des flèches dans le carquois, par exemple un recours contre la décision du ministère de l'Intérieur de reclasser le terrain qui intéresse Google ou la possibilité de thématiser le manque de cohérence du gouvernement en matière de promotion énergétique : d'un côté on incite les citoyen-ne-s à être prudent-e-s avec les ressources naturelles, de l'autre on attire Google avec des prix énergétiques bas. « Après le tourisme à la pompe, le tourisme énergétique ? », se demande Weber en conclusion.

online

## Facebook, Sprache und Antarktis

Sie mögen die Printausgabe, aber Sie wollen mehr woxx? Dann schauen Sie doch auf [woxx.lu](http://woxx.lu) vorbei: Dort finden Sie regelmäßig Artikel, die ausschließlich online erscheinen.

**Facebook: Sind meine Daten im Leak?** Obwohl die Daten des nun bekannt gewordenen Hacks bereits 2019 gekapert wurden, wabern nun 509 Millionen Facebook-Kontos frei im Internet herum. Sind Ihre auch darunter? Die woxx verrät, wie Sie das herausfinden können. [woxx.eu/facebookleak](http://woxx.eu/facebookleak)

**Luxemburgisch: Damage control statt klare Ansage** Nachdem der Kommissar für die luxemburgische Sprache kürzlich davor warnte, das Thema luxemburgische Sprache rechten Parteien zu überlassen, stellte ein ADR-Fraktionsmitglied einige Fragen. Statt aber Position zu beziehen, reagierte Minister Meisch ausweichend. [woxx.eu/luxdamage](http://woxx.eu/luxdamage)

**Die Antarktis schmilzt weg** Eine neue Studie legt nahe, dass kritische Schwellenwerte in der Westantarktis bereits überschritten wurden. Das könnte dazu führen, dass der Meeresspiegel um drei Meter ansteigt. [woxx.eu/antarktis](http://woxx.eu/antarktis)

**Belästigung im öffentlichen Dienst: Reicht das Hilfsangebot?** Die Zahl der gemeldeten Konflikte im öffentlichen Dienst ist 2020 gegenüber dem Vorjahr leicht angestiegen. Die betroffenen Personen konnten sich beim Service psychosozial beraten und helfen lassen. Doch was tun, wenn die Belästigung von unmittelbaren Vorgesetzten ausgeht? [woxx.eu/belaestigung](http://woxx.eu/belaestigung)